

par **Dominique Depenne**, ancien éducateur spécialisé et chef de service,  
formateur à Buc-Ressources, docteur en sociologie politique

## Séquestration avant confiscation

**L**a mondialisation (avec son cortège d'effets conséquents à la marchandisation et la financiarisation de la vie, sa fragmentation et sa normalisation...) est une fiction inventée dans le but de faire accepter une contradiction qui gît en elle comme un démenti cinglant. En effet, elle suppose l'idée d'un monde unifié alors qu'elle repose foncièrement sur une logique de concurrence capitaliste qui, par définition, ne peut exister qu'à condition de ne jamais réaliser l'unification promise.

Au contraire de ce qui est souvent admis, la mondialisation ne date pas de quelques décennies. Un peu de culture historique nous rappelle qu'elle a débuté au XV<sup>e</sup> siècle au moins, avec les « grands voyages », l'expansion coloniale et commerciale de l'Europe occidentale sur les continents américain, africain et asiatique. L'histoire nous montre encore que l'idée d'un capitalisme néo-libéral aux intentions philanthro-humanistes n'a jamais été autre chose qu'une fable pour gogos.

Ce que veut le néolibéralisme se résume au profit par la rentabilité. Un EPHAD n'est à ses yeux qu'une « usine à vieux » dont il veut retirer des bénéfices. Pour lui, les hommes sont réduits au rang de choses quand les choses prennent une dimension supra-humaine. Réification des hommes et des relations, déification des choses et accroissement des profits: telle est la triple et fade couleur de sa seule ligne de conduite. Pour y parvenir, il compte autant sur ses convertis de la première heure que sur la conversion de ses adversaires (ou demi convaincus) à ses principes, si besoin par coercition. À leur intention, il a édifié une novlangue techniciste dont l'objectif premier est de désamorcer tout esprit critique; mieux: faire disparaître l'idée même de critique.

Dans le champ du travail social, le néolibéralisme a développé tout un discours techniciste vantant la « démarche qualité » – et son cortège de « bonnes pratiques » référencées et arrêtées – à partir d'une pure et simple liquidation de l'élément humain au profit d'une évolution démente de la technique mise au service de la rentabilité. Dès lors, le temps étant de l'argent, le travail social doit prendre moins de temps, demander des personnels moins qualifiés... Exit la réflexion clinique et l'analyse des pratiques... tout ceci devenant « perte de temps », c'est-à-dire perte de profit, manque de rentabilité.

La confiscation des services, secteurs et équipements publics est un pied de nez fait à l'impératif républicain de fraternité, d'égalité, de liberté... et de solidarité. N'y a-t-il pas dans les mots de P. Gaboriau (« n'étant pas néolibéral, je ne suis pas pour autant anticapitaliste. » et malgré la condamnation qu'il énonce au début de son propos) une contradiction profonde, une ambiguïté fondamentale dont le néolibéralisme, justement, se nourrit pour prospérer? En refusant le « ni... ni » béni par le néolibéralisme, M. Chauvière montre, autrement, combien ne rien céder aux sirènes néo-libérales exige d'affûter, sans cesse, notre sens critique.

Chaque professionnel des métiers de l'accompagnement a une responsabilité: rester *sujet*, homme d'action au sens arendtien du terme, « faiseur d'actes » et « diseur de paroles », capable de mettre du sens sur ce qu'il fait et ce qu'il est, parce qu'« il n'est pas vrai que la machine en soi commande les hommes qui la servent, comme insistait M. Horkheimer. Elle ne commande que là où il n'y a pas de sujet qui dispose d'elle. »



perlabox